

AHMED HAMMADI ACCUSE L'AMBASSADE DU DANEMARK D'AVOIR «SÉQUESTRÉ» SON FILS

Où est le petit Rayane?

**Le petit Rayane Abdelillah Hammadi, enfant d'un couple mixte, a subitement disparu le 4 février 2008 du domicile de ses grands-parents, à El Madania. Ahmed Hammadi, le père de Rayane, accuse son ex-épouse de l'avoir «kidnappé» avec la complicité des services de l'ambassade du royaume du Danemark à Alger. Le papa déclare avoir des preuves concrètes qui attestent que son enfant a été «séquestré» au siège de cette chancellerie.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** -«Mon fils et mon ex-épouse ont disparu depuis le 4 février 2008 du domicile de mes parents, où ils vivaient. Des témoins les ont vus monter dans un véhicule portant l'immatriculation d'une ambassade étrangère», déclare Ahmed Hammadi.

L'homme est catégorique : «Mon fils était séquestré dans la résidence de l'ambassadeur du Danemark à Alger. Quelques semaines après sa disparition, j'ai eu l'occasion de rencontrer ce diplomate et il m'a avoué que mon fils était chez lui. Au mois d'août dernier, mon père et ma sœur ont rencontré Rayane à l'occasion de son anniversaire au sein de la résidence de l'ambassadeur. Lundi dernier, un huissier s'est rendu à l'ambassade et a constaté que Rayane n'y était plus. Aujourd'hui, je veux savoir où est mon petit ! La justice de mon pays m'a accordé la garde de mon fils, je veux exercer pleinement mon droit. Rayane doit revenir vers les siens», insiste Ahmed Hammadi.

Il est nécessaire de revenir quelques années en arrière pour mieux comprendre cette histoire. Ahmed Hammadi et Elina Jeppesen, jeune femme de nationalité danoise, se sont mariés à Alger, en 1993.

Le couple s'installe chez les parents de Ahmed, à El-

Madania. Commerçant de son état, il se rend souvent au Danemark pour des raisons professionnelles. Il parvient même à obtenir la nationalité danoise.

«Rayane Abdelillah est né en 1999. Une année plus tard, sa maman décide de passer des vacances au Danemark avec le petit. Tout allait très bien jusqu'au jour où j'apprends qu'elle a disparu. J'ai fini par les retrouver après deux longs mois de recherches. J'ai réussi à la persuader de revenir avec moi à Alger», explique-t-il.

Une fois en Algérie, Ahmed décide de mettre fin à la relation conjugale. «La mésaventure que j'avais subie au Danemark était insupportable. Je ne voulais pas revivre une telle chose. Nous avons donc entrepris une procédure de divorce à l'amiable. Le jugement rendu par la justice m'attribuait le droit de garde de Rayane. Ce droit est reconnu par la justice danoise, puisque le jugement a été enregistré en février 2002.»

Elina Jeppesen ne quitte pas l'Algérie pour autant puisqu'elle reste vivre avec son enfant au sein du domicile des parents de Ahmed. «Je ne voulais surtout pas que mon fils soit séparé de sa maman. Cette situation arrangeait tout le monde. Personnellement, cela me permettait de poursuivre mes déplacements à l'étranger et je continuais à subvenir aux besoins matériels de

ma petite famille.»

Puis survient cette «disparition». «Ce jour-là, j'étais au Danemark pour affaires. Dès que j'ai appris la nouvelle, j'ai chargé ma sœur d'aller signaler leur disparition au commissariat de Ryadh-El-Feth. En parallèle, elle a pris attache avec les services de l'ambassade du Danemark. Ils ont déclaré que eux-mêmes ne savaient pas où ils étaient. Une fois rentré à Alger, l'assistante de l'ambassadeur du Danemark m'a annoncé que ce dernier souhaitait me voir.» Ahmed accepte de rencontrer le diplomate. «L'ambassadeur m'a clairement déclaré que mon fils et mon ex-femme étaient chez lui, dans sa résidence à Alger. Il m'a expliqué que M. Muller, le ministre des Affaires étrangères du Danemark, avait réglé cette affaire avec le ministre algérien, M. Medelci. Selon lui, tout rentrerait dans l'ordre à condition que je me désiste officiellement de la garde de l'enfant en faveur de mon ex-épouse. Il m'a dit que je pourrais bénéficier d'un droit de visite au Danemark. Il est allé jusqu'à me menacer en disant que si je refusais, je pourrais avoir des problèmes avec la police de son pays et que je risquais d'être déchu de la nationalité danoise. Je lui ai répondu que je n'avais que faire de cette nationalité et que mon seul objectif est de repartir avec Rayane. Les propos tenus par l'ambassadeur m'ont confirmé les actes illégaux qu'il avaient visé mon fils. Il fallait donc que je réagisse en faisant intervenir les autorités de mon pays.» Ahmed décide de retourner au commissariat de Ryadh-El-Feth pour

déposer plainte pour «kidnapping et séquestration». Il entreprend également des démarches auprès du ministère des Affaires étrangères pour trouver une issue à cette affaire.

«Je dois dire que je suis allé de déception en déception. Ainsi, les deux plaintes déposées au commissariat n'ont jamais abouti. Il s'avère que les dossiers n'ont pas été transmis au parquet d'Alger. Mais la pire des humiliations, je l'ai subie au ministère des Affaires étrangères, lorsque le directeur général des affaires consulaires m'a déclaré : Vous nous faites honte avec l'histoire de votre enfant. Laissez-le partir au Danemark, il sera mieux là-bas qu'ici en Algérie !» regrette Ahmed.

Ce dernier ne baisse pas les bras et décide de multiplier les correspondances à la présidence de la République, le Premier ministre, le ministère de la Justice, celui de l'Intérieur

ainsi que le département de Djamel Ould Abbès qui est chargé de la communauté algérienne à l'étranger. Sa persévérance s'avère payante puisque le parquet d'Alger décide de diffuser une interdiction de sortie du territoire nationale du petit Rayane. De son côté, son ex-épouse entame deux procédures en justice. La première consiste à recouvrer le droit de garde. Dernièrement, le tribunal de Sidi M'hamed a décidé de désigner un assistant social qui sera chargé de décider qui des deux parents est apte à assurer le droit de garde. L'autre procédure est, en fait, une plainte en pénal contre le neveu de Ahmed que la maman de Rayane accuse «d'avoir abusé sexuellement» du petit garçon. «Ces accusations sont très graves. Ce sont des mensonges pour me salir et salir l'image de ma famille. Mon neveu a d'ailleurs bénéficié d'un non-lieu de la cour d'Alger»,

déclare Ahmed. Ce dernier est persuadé que son fils est toujours en Algérie. «J'ai eu l'occasion de lui parler au téléphone au mois d'août, à l'occasion de son anniversaire. Ce jour-là, mon père et ma sœur ont pu lui rendre visite à la résidence de l'ambassadeur du Danemark. C'est la dernière fois qu'un membre de ma famille a pu le voir. Lundi dernier, un huissier de justice désigné par le parquet d'Alger s'est présenté à l'ambassade. Il a constaté que mon fils n'était pas là-bas. Mais je suis persuadé qu'il est encore en Algérie.»

Aujourd'hui Ahmed reste dans l'expectative. «Je ne sais toujours pas quand et comment se cauchemar va se terminer. Où est mon fils et avec qui ? Les personnes qui m'ont éloigné de mon fils doivent cependant comprendre une chose : je ne baisserai jamais les bras tant que Rayane ne sera pas près de moi.»

T. H.

M<sup>e</sup> BENBRAHAM, AVOCATE DE AHMED HAMMADI : «La présence de cet enfant dans une ambassade est illégale»

M<sup>e</sup> Fatma Benbrahim a qualifié de totalement «illégal» la présence du petit Rayane au sein d'une chancellerie étrangère. «Rayane est né en Algérie et jouit de la nationalité algérienne. Au terme d'une procédure de divorce à l'amiable, le père a obtenu la garde de l'enfant. Le jugement a fait l'objet d'une homologation au niveau de la justice du Danemark. Cela signifie que le droit de garde est reconnu officiellement par cet Etat. Partant de là, la présence de cet enfant dans une ambassade étrangère accréditée par Alger est totalement illégale», a précisé M<sup>e</sup> Fatma Benbrahim. Selon elle, il existe plusieurs cas similaires en Algérie. «Le jeune Rayane n'est pas seul dans cette situation. Plusieurs chancelleries occidentales accréditées à Alger usent de pratiques illé-

gales pour récupérer des enfants nés de couples mixtes. La multiplication de ces cas s'explique par le fait que le gouvernement algérien ne sait pas protéger ses enfants.» De son côté, M<sup>e</sup> Nadia Aït Zaï, avocate de Elina Jeppesen, a expliqué que la procédure en justice, introduite par sa cliente, suit son cours. «Le tribunal de Sidi M'hamed a rendu un jugement impartial puisqu'il a décidé de désigner un assistant social.» Toutefois, M<sup>e</sup> Aït Zaï affirme ne plus avoir de contact avec sa cliente. Notons enfin que les services de l'ambassade du Danemark à Alger ont refusé d'aborder l'affaire Rayane. «Monsieur l'ambassadeur n'est pas habilité à évoquer ce genre de question avec la presse», nous a déclaré, récemment, une employée de cette chancellerie.

T. H.

ASSURANCES

Les ambitions de la GAM

**Immense, fantastique, vierge ! Tels sont les termes que répétait, hier, Arnaud Sassi, le directeur général de la nouvelle Générale assurance méditerranéenne (GAM), pour qualifier le marché des assurances en Algérie. Un marché considéré comme «une pépite» mais où, en fait, tout reste à faire. La GAM l'a bien compris. Avec une gamme de produits nouveaux et disponibles depuis un mois, elle compte se tailler la part du lion.**

**Wassila Z. - Alger (Le Soir)** - Depuis son rachat le 12 août 2007 par le groupe financier ECP (Emerging, Capital Partners), la «nouvelle GAM», comme aiment à l'appeler ses gérants ECP, a réussi à se racheter une réputation. Convaincu que «tout est à construire à condition d'offrir une qualité de service et de la confiance», Arnaud Sassi estime, par

cette vision, changer les jugements portés sur le secteur. Ainsi, il entend passer de «l'assureur voleur» à «l'assureur valeur».

Il prône, dans son approche, la confiance en ne commercialisant que des offres compréhensibles dans le fond et dans la forme. Pour cela, une gamme de produits a été étudiée, depuis deux ans, et lancée sur le marché depuis environ

un mois. La GAM place la barre haut, misant sur l'innovation, qui constitue la principale carence dans ce secteur où le monopole est détenu par les compagnies publiques avec 75 % de parts de marché. Pour l'Algérie, l'assurance est considérée comme un impôt, soutient Sassi.

Et les assureurs en Algérie «font mal leur métier. Ils doivent se mettre dans la peau du client pour pouvoir comprendre ses exigences». Un métier avec, entre autres nouveaux produits proposés par la GAM, l'assurance santé. Une prise en charge totale des frais médicaux proposée, aussi bien dans le privé que dans le public. Une prise en charge à l'étranger est assurée. «En cas de pathologies graves, les assurés seront transférés vers des hôpitaux en France. La GAM se charge de tous les frais et des formalités», assure Sassi. Autre produit phare de la compagnie, l'assurance auto.

Un remboursement en 15 jours après établissement d'un P-V d'expertise. La police d'assurance est réglable en quatre tranches. La nouveauté, selon le DG de la GAM, est l'assurance mécanique : toutes les pannes mécaniques ou électroniques du véhicule assuré, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, sont prises en charge par la GAM. A cela s'ajoute l'assistance auto, garantie 24h/24 et 7j/7. Concernant le projet de loi portant augmentation de capital pour les entreprises, Sassi estime que «le renforcement des fonds des entreprises permet de sécuriser le marché et les clients». C'est une bonne chose, dira-t-il. Avec 400 000 clients, cette compagnie d'assurance focalise son attention sur les particuliers et la petite entreprise. Une catégorie qui «présente le plus de carences en matière d'assurance et de qualité de service». C'est là où le potentiel est le plus important à long terme,

soutien Arnaud Sassi. Enfin, l'objectif de la GAM est de réduire les délais d'indemnisation à moins de 15 jours.

120 000 dossiers non indemnisés : le lourd legs de l'ancienne GAM

Il y avait 120 000 dossiers non indemnisés avant 2007. «Entre 80 et 90 000 dossiers ont été traités par la GAM.» Le passif de la GAM se règlera avec le temps, progressivement, souligne le DG de la nouvelle GAM. Ces indemnisations sont chose difficile compte tenu de plusieurs facteurs, notamment les relations intercompagnies. Depuis 2005, des compagnies se sont retrouvées en liquidation, et plusieurs agences ont fermé, sans parler des endettements. «Nos engagements seront tous honorés et remplis. Mais rattraper des années de passif prendra du temps», explique-t-il

W. Z.

AVIS DE DÉCÈS

Les familles Daoudi et Fernane ont la douleur de faire part du décès de leur oncle et père Yahia Fernane, à l'âge de 68 ans.

L'enterrement aura lieu aujourd'hui mercredi 25 novembre au village El-Kantra Azzouza, Larbaâ Nath-Irathen. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.